

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>52</b>	<b>23</b>

N° de la séance : 46

Objet de la délibération : DGA / CV -  
Transfert temporaire de maîtrise  
d'ouvrage et de mise à disposition du  
domaine public départemental -  
Convention

☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.113

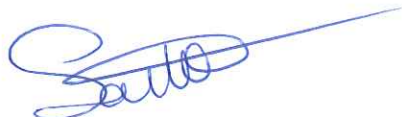
Date de la convocation :  
**Le 18/06/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **- 2 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 4 JUL. 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 24 juin 2019**

L'an deux mil dix neuf et le 24 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Michel ROSSI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE à Henri GANNARD, André-Luc SEITHER à Khéra BADAOU, Patrick DULBECCO à Yves DAHAN, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Marina LONVIS à Anne-Marie BOUSQUET, Anne-Marie DUMONT à Jean LEONETTI, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

**ABSENTS :**

Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, Jacques GENTE, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAOU**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur OCCELLI,**

Vu le nouveau Code de la Commande Publique et notamment son article L. 2422-12 ;

Vu la signature le 8 septembre 2016 de la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune d'Antibes, pour la réalisation des aménagements routiers dans le secteur nord d'Antibes sur les RD 35, RD 35G, RD 535, RD 535G et les chemins communaux de Saint Claude et des Terriers avec le Conseil Départemental des Alpes Maritimes et la commune d'Antibes ;

Vu la délibération n° CC.2016.146 du Conseil communautaire en date du 24 octobre 2016, statuant sur la prise de compétence obligatoire issue de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite « Loi NOTRe ») au titre de l'article L.5216-5 I 1°) du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) concernant les zones d'aménagement économique (ZAE) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2017 portant modification des statuts de la CASA et actant de sa compétence à titre obligatoire en matière de ZAE ;

Vu la délibération du Bureau Communautaire n° BC.2017.235 en date 18 décembre 2017 instaurant une ZAE dans le secteur de l'opération des aménagements routiers du secteur nord d'Antibes ;

Considérant qu'afin de permettre le développement économique du territoire de part et d'autre de l'axe routier, le Département, la Commune d'Antibes et la C.A.S.A. ont convenu qu'un réaménagement routier global de l'entrée Nord d'Antibes devait être étudié et mis en œuvre afin d'améliorer la gestion des flux de circulation de transit et de desserte locale. Cette opération dite « d'aménagements routiers des hauts d'Antibes » relevait de trois maîtrises d'ouvrages : celle du Département pour la voirie et les ouvrages des RD 35 et RD 535, celle de la Commune d'Antibes pour les voiries et ouvrages communaux et celle de la C.A.S.A. pour les infrastructures du Bus Tram ;

Considérant qu'en raison de l'intérêt commun aux trois collectivités et afin d'assurer la cohérence du projet global, les parties avaient conclu le 8 septembre 2016 une convention de groupement de commandes qui avait désigné le Département comme coordonnateur du groupement ;

Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la C.A.S.A. est devenue compétente à titre obligatoire en matière de ZAE, et que par délibération du 18 décembre 2017 a instauré une ZAE dans le secteur de l'opération des aménagements routiers des Hauts d'Antibes.

Considérant que suite au transfert de compétence entre la commune et la C.A.S.A. et à l'extension du périmètre de l'opération, la clé de répartition financière de l'opération, établie entre les membres de la convention ne peut plus s'appliquer ;

Considérant en conséquence qu'il convient d'abroger la convention constitutive de groupement de commande du 8 septembre 2016 signée entre la Commune d'Antibes, la C.A.S.A. et le Département, prise par délibération du bureau communautaire du BC. 2016.044 ;

Considérant qu'en outre il convient de conclure avec le Département des Alpes-Maritimes, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de mise à disposition du domaine public départemental afin, d'une part, qu'un seul maître d'ouvrage assure la responsabilité de l'ensemble de l'opération, conformément à l'article L. 2422-12 du nouveau code de la commande publique, et d'autre part, de confirmer la participation financière forfaitaire maximale du département à hauteur de 2 millions d'euros TTC à l'opération ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'abrogation de la convention constitutive de groupement de commande du 8 septembre 2016, signée entre la Commune d'Antibes Juan-les-Pins, la C.A.S.A. et le Département et d'autoriser le coordinateur du groupement de commande à procéder au solde juridique et financier des marchés d'études préalables lancés dans le cadre de cette convention ;
- d'approuver le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de mise à disposition du domaine public départemental avec le département des Alpes-Maritimes pour la réalisation des aménagements routiers aux hauts d'Antibes dans les secteurs de Provence, Terriers et Saint-Claude, joint en annexe à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver l'abrogation de la convention constitutive de groupement de commande du 8 septembre 2016, signée entre la Commune d'Antibes Juan-les-Pins, la C.A.S.A. et le Département et d'autoriser le coordinateur du groupement de commande à procéder au solde juridique et financier des marchés d'études préalables lancés dans le cadre de cette convention ;
- d'approuver le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de mise à disposition du domaine public départemental avec le département des Alpes-Maritimes pour la réalisation des aménagements routiers aux hauts d'Antibes dans les secteurs de Provence, Terriers et Saint-Claude, joint en annexe à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 24 juin 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI





**CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE MISE A  
DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL**

**Relative aux aménagements de voirie des RD 35 et RD 535 aux Hauts d'Antibes, dans le cadre de l'opération  
d'aménagement des secteurs Provence, Terriers et St Claude à Antibes**

*Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,*

représenté par le président Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité à l'Hôtel du Département, 147 boulevard du Mercantour, 06201 Nice Cedex 3, agissant en vertu d'une délibération de la commission permanente en date du  
ci-après dénommé « le Département »,

*Et : La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA),*

représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président, domicilié en cette qualité à l'hôtel de ville, cours Masséna, 06600 Antibes et agissant en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du  
ci-après dénommée « la CASA »,

**Preamble**

Afin de permettre le développement économique du territoire de part et d'autre de l'axe routier, le Département, la Commune et la CASA sont convenu qu'un réaménagement routier global de l'entrée Nord d'Antibes devait être étudié et mis en œuvre, afin d'améliorer la gestion des flux de circulation de transit et de desserte locale. Cette opération dite « d'aménagement routiers des hauts d'Antibes » relevait de trois maîtrises d'ouvrages : celle du Département pour la voirie et les ouvrages des RD 35 et RD 535, de celle de la Commune pour les voiries et ouvrages communaux et de celle de la CASA pour les infrastructures du Bus Tram. Aussi, en raison de l'intérêt commun aux trois collectivités et afin d'assurer la cohérence du projet global, les parties avaient conclu le 8 septembre 2016, une convention de groupement de commandes qui avait désigné le Département comme coordonnateur du groupement.

Depuis et en référence à la loi NOTRe, la CASA a statué sur la prise de compétence obligatoire concernant les zones d'aménagement économique (ZAE), et par la délibération du 18 décembre 2017 a instauré une ZAE dans le secteur de l'opération des aménagements routiers des Hauts d'Antibes.

En raison de la présence de cette ZAE dans le périmètre des projets et du transfert de compétences par la Commune à la CASA, les collectivités décident de conclure une nouvelle convention pour les phases étude de projet, réalisation des travaux et procédures réglementaires restant à venir afin qu'un seul maître d'ouvrage assure la responsabilité de l'ensemble de l'opération conformément à l'article L. 2422-12 du nouveau code de la commande publique.

***Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :***

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de :

- fixer les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des aménagements de voirie de la RD 35 et RD 535 à Antibes, dans le nouveau périmètre de l'opération fixé ci-dessous.  
Conformément à l'article L.2422-12 du nouveau code de la commande publique, le Département accepte de désigner temporairement la CASA, comme maître d'ouvrage, pour mener les études de niveau projet, les procédures administratives et réglementaires à venir, ainsi que les travaux nécessaires aux aménagements de voirie départementale, dans le respect du programme de l'opération ;

- mettre gratuitement à la disposition de la CASA les emprises nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagements et autoriser l'occupation du domaine public routier départemental par les ouvrages et installations rendus nécessaires par l'opération ;
- autoriser la CASA à exécuter les modifications des ouvrages et équipements existants dans le respect du programme de l'opération ;
- définir les aménagements de voirie départementale réalisés dans le cadre de l'opération qui seront remis au Département et préciser les modalités de leur remise ;
- définir les responsabilités, obligations et charges des parties en matière d'entretien des ouvrages et installations réalisés dans le cadre de l'opération ;
- autoriser la CASA à accomplir toutes les formalités administratives liées aux travaux d'aménagements de voirie départementale ;
- déterminer les principes et modalités de financement de l'opération.

## **ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE DE L'OPÉRATION**

Le périmètre de l'opération des hauts d'Antibes figure sur le plan joint en annexe 1. Le domaine public routier départemental concerné par la présente convention est délimité sur ce plan et porte sur les RD 35G du PR 3 + 525 au PR 3+750, RD 35 du PR 3 + 525 au PR 3+ 750, RD 35b2 du PR 0 à 0+ 450, RD 535G du PR0 au PR 0+150 et RD 535 du PR 0 au PR 0+150.

## **ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE L'OPÉRATION**

L'opération consiste à réaliser les aménagements routiers dont les plans d'aménagement de principe sont joints en annexes 2 :

Les aménagements à réaliser par la CASA pour le compte du Département dans le cadre de l'opération sont les suivants :

- Réaménagement du giratoire de Provence au carrefour avec les RD 35 et 535 et de ses bretelles d'entrée et de sortie

La CASA réalisera pour son propre compte :

- la construction d'un autopont à une voie permettant de relier la rue des trois Moulins à la RD 35, en direction de Grasse ;
- l'aménagement d'un giratoire sur le chemin des Terriers en vue de permettre le raccordement d'une bretelle d'accès à l'autoroute A8 en direction de Nice ;
- le réaménagement du chemin de Saint Claude et de la rue des trois Moulins entre le giratoire Coutelier et le giratoire de Provence ;
- la requalification du chemin Coutelier et du giratoire Coutelier ;
- le déplacement du giratoire de Super Antibes sur le chemin de Saint Claude ;
- la création d'un tronçon du Bus Tram et d'un point d'interconnexion entre ce dernier et la ligne d'Azur 230 ;
- la création de la voie d'accès à Antibes Avenir Activités.

La réalisation des aménagements pré-cités comprendra notamment :

- Le recensement des réseaux et des projets des compagnies concessionnaires, la coordination technique des études et des travaux de déplacement des réseaux par le maître d'œuvre ;
- Les études de projet des différents aménagements routiers ;
- Les prestations intellectuelles nécessaires à l'élaboration des dossiers administratifs et réglementaires (études environnementales et autorisations diverses), techniques (contrôles extérieurs, études géotechniques et topographiques complémentaires, études hydrauliques, etc..), ainsi qu'à la mission de coordinateur sécurité prévention santé (CSPS), de contrôle extérieur et d'ordonnancement et de pilotage inter-chantiers ;
- L'enquête publique unique pour le compte de la Ville d'Antibes, du Département et d'Escota ainsi que l'obtention des autorisations administratives correspondantes ;
- Les travaux des différents aménagements routiers ;
- La réception et la remise des ouvrages réalisés aux maîtres d'ouvrages respectifs.

Par ailleurs, l'opération comprend l'aménagement de nouvelles bretelles d'accès autoroutières qui relèvent de la compétence d'Escota, après approbation par son autorité de Tutelle.

## **ARTICLE 4 : RÔLE ET ATTRIBUTIONS DE LA CASA**

### **4.1 – Missions de maîtrise d'ouvrage**

La CASA, désignée maître d'ouvrage temporaire, assurera, pour la réalisation de l'opération :

- la conduite de l'ensemble des procédures réglementaires à venir ;
- la conduite de l'ensemble des études de niveau projet et la réalisation des travaux conformément au programme de l'opération ;
- le pilotage opérationnel et contractuel des différents marchés dont notamment ceux d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et de travaux, comprenant :
  - o la préparation du choix du maître d'œuvre, la signature et la gestion du marché, ainsi que le versement des rémunérations afférentes ;
  - o la préparation du choix du contrôleur extérieur, de l'OPC synthèse, du CSPS et autres prestataires d'études ou d'assistance au maître d'ouvrage, la signature et la gestion de ces marchés, ainsi que le versement des rémunérations afférentes ;
  - o la préparation du choix des entrepreneurs de travaux et fournisseurs, la signature et la gestion de ces marchés, ainsi que le versement des rémunérations afférentes ;
- la réception des travaux ;
- la gestion financière et comptable de l'opération ;
- la prise en charge des actions en justice, et d'une manière générale, de tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions, y compris la garantie de parfait achèvement ;
- la recherche d'éventuels cofinancements ;
- la passation de conventions avec d'autres entités (Carrefour, Escota notamment) ou d'autres collectivités (Etat et/ou Ville d'Antibes notamment).

### **4.2 – Responsabilité - Assurance**

Au titre de sa mission, la CASA assume à l'égard du Département, les responsabilités découlant de code de la commande publique.

Sur le domaine public routier départemental, l'ensemble des garanties et assurances contractées par la CASA sera intégralement transféré au Département à l'issue du parfait achèvement, à la date fixée dans le procès-verbal de remise des aménagements de voirie.

La CASA devra contracter une assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

### **4.3 – Exercice de certains pouvoirs du gestionnaire de voirie**

Dans le prolongement de ses missions de maîtrise d'ouvrage, la CASA sera également habilitée, en lieu et place du Département, à régler avec les opérateurs concernés, la question des travaux de dévoiement de réseaux présents sous la voirie départementale ou ses accessoires, lorsque ces travaux ressortent de la maîtrise d'ouvrage de ces opérateurs et sont nécessaires à la réalisation de l'opération. Néanmoins ces travaux devront respecter pleinement les prescriptions du règlement départemental de voirie en vigueur et nécessiteront la validation préalable de la direction des routes et des infrastructures de transport du Département. La CASA sera ainsi compétente pour passer, avec les opérateurs concernés, toutes conventions ayant pour objet d'arrêter les modalités techniques et financières desdits travaux, dans le respect du règlement départemental de voirie.

Si la CASA effectue, en lieu et place des opérateurs concernés, certains travaux liés au dévoiement de leurs réseaux et non compris dans les travaux de voirie listés, il lui appartiendra de respecter la réglementation et les procédures d'autorisation habituellement imposées pour ce type de travaux, aux occupants du domaine public routier départemental.

La CASA pourra également mettre en demeure les occupants du domaine public de réaliser les travaux relevant de leur propre maîtrise d'ouvrage.

La présente convention habilite également la CASA à recourir aux voies de droit en vue de contraindre les opérateurs à effectuer et/ou financer les travaux de déviation de réseaux sur le domaine public occupé.

## **ARTICLE 5 : PROCÉDURES ADMINISTRATIVES**

L'opération a fait l'objet de procédures administratives préalables obligatoires (Concertation publique, mise en compatibilité du Plan Local de l'Urbanisme, archéologie préventive), menées dans le cadre de la convention de groupement de commande du 8 septembre 2016. Toutes ces procédures demeurent valables.

## **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FONCIÈRES**

La présente convention vaut mise à disposition des emprises départementales nécessaires à la réalisation de l'opération gratuitement durant les travaux.

## **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA RÉALISATION DES AMÉNAGEMENTS**

### 7.1 - Dispositions préalables à l'exécution des travaux

Le Département sera associé de manière continue à l'élaboration des études techniques établies pour la réalisation de l'opération. Pour ce faire, la CASA adressera au Département, pour avis le dossier « projet », les Dossiers de Consultation (DCE) du maître d'œuvre, des Entreprises, du contrôle extérieur et autres prestations d'étude.

Les avis du Département sur les dossiers d'études devront parvenir à la CASA dans un délai maximal de 4 semaines à compter de la réception du dossier par le Département. A défaut de réponse dans ce délai, le dossier d'études sera réputé accepté sans réserve par le Département.

Les DCE seront validés par un accord formel du Département dans un délai de 4 semaines maximum. A défaut de réponse dans ce délai, les DCE seront réputés acceptés sans réserve par le Département.

Avant toute ouverture de chantier sur le domaine public routier départemental, la CASA devra obtenir l'accord préalable du Département. Elle fournira à cet effet, au moins un mois avant la date prévue de commencement des travaux, un échéancier d'exécution des travaux. A défaut de réponse du Département dans ce délai, l'échéancier sera réputé accepté sans réserve.

### 7.2 - Dispositions pendant l'exécution des travaux

Un accord du Département sur les conditions d'exploitation de la RD 35 et 535 en phase travaux est indispensable au titre de la police de la conservation du domaine public routier départemental et de la police de circulation, dans le cadre du dossier d'exploitation sous circulation. Le Département s'engage à procéder à l'instruction et à la signature des arrêtés de circulation dans un délai de 4 semaines maximum.

Le Département sera destinataire des comptes-rendus de réunion de chantier et pourra solliciter de la CASA toute précision ou explication qui lui serait nécessaire. Le Département sera également destinataire des études d'exécution des ouvrages.

Il pourra, autant que de besoin, avoir accès au chantier sous l'autorité et en coordination avec la CASA. Au cas où seraient constatées quelques omissions ou malfaçons d'exécution susceptibles de nuire à l'affectation des ouvrages, le Département le signalera à la CASA, par courrier recommandé avec accusé de réception, dans le délai de 8 jours ou par mail à la direction voirie et grands projets.

En cas d'urgence avérée, les travaux doivent être entrepris sans délai par la CASA. Le président du Département est tenu informé dans les 24 heures.

## **ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA REMISE D'OUVRAGE**

### 8.1 - Procédure de remise d'ouvrage au Département

La CASA invitera les représentants du Département aux opérations préalables à la réception des aménagements de voirie listés à l'article suivant et s'engage à prendre en compte leurs observations dans la mesure où celles-ci seront conformes aux règles de l'art et aux avis du Département sur les dossiers préalablement transmis.

La remise d'ouvrage prendra la forme d'un procès-verbal contradictoire, qui sera signé par un représentant habilité du Département et de la CASA au plus tard, 15 jours après la date de réception (avec ou sans réserve), auquel seront annexés les dossiers de récolement afférents.

Dans le cas où la décision de réception est prononcée avec réserves, la CASA s'engage à faire exécuter les prestations permettant de remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai fixé dans le procès-verbal contradictoire.

Si des défauts surviennent sur l'un des ouvrages, après sa remise au Département et que ces défauts sont encore couverts par une garantie contractuelle au moment de leur constat par le Département, la CASA fera son affaire de leur prise en charge par l'entrepreneur responsable.

L'absence de réserves ou la levée des réserves vaudra quitus de la mission accordée par le Département à la CASA. Ainsi, celle-ci n'aura plus aucune responsabilité, exceptée celle liée à la garantie de parfait achèvement. Le procès-verbal vaudra transfert des charges d'entretien des installations et aménagements de voirie réalisés.

## 8.2 - Ouvrages remis au Département

A la date de signature du procès-verbal de remise d'ouvrage au Département, les aménagements routiers complémentaires du giratoire de Provence au carrefour avec les RD 35 et RD 535 et de ses bretelles d'entrée et de sortie Départementales, sont remis au Département en intégralité.

## 8.3 - Ouvrages restant propriété de la CASA (non remis)

- les aménagements réalisés sur le chemin de St Claude, la rue de trois Moulins et le chemin Coutelier ;
- les aménagements effectués sur les giratoires de Super Antibes et Coutelier ;
- le giratoire créé sur le chemin des Terriers et ses branches de raccordement jusqu'au Domaine public autoroutier concédé (DPAC) ;
- la voie d'accès à Antibes Avenir Activités ;
- l'autopont à une voie reliant le chemin de St Claude à la RD 35.

## **ARTICLE 9 : RÉPARTITION DES CHARGES D'ENTRETIEN DES OUVRAGES**

A compter de la date de signature du procès verbal de remise, le Département assumera l'ensemble des charges d'entretien et réparation structurelle de la voirie départementale (structure et couche de roulement) qui lui sont remis.

A compter de la date de signature du procès verbal de remise, la CASA assumera la gestion, l'entretien et le renouvellement ultérieur des ouvrages dont elle est propriétaire et ceux dont l'entretien lui sont transférés par la présente et qui sont identifiés ci-dessous, y compris les frais et dépenses y afférents, notamment de consommation d'électricité et d'eau :

- les aménagements paysagers (y compris du système d'arrosage) du giratoire de Provence et de ses abords, mis en place dans le cadre de cette opération ;
- les éclairages décoratifs et mobiliers urbains éventuels

## **ARTICLE 10 : FINANCEMENT**

### 10.1 – Montant de l'opération

Le montant de l'ensemble des études et des travaux, permettant de réaliser les différents aménagements routiers communautaires et Départementaux de l'opération, est estimé à 9 000 000 €HT, établi à partir de l'estimation prévisionnelle issue des études d'Avant-Projet (aux conditions économiques de décembre 2018).

### 10.2 – Participation financière du Département

Le Département participe forfaitairement à hauteur de 2 000 000 €TTC maximum, au programme d'aménagement de l'opération, au titre des projets routiers.

Les sommes dues par le Département à la CASA seront versées, sur justificatifs, dans le respect de l'échéancier prévisionnel suivant :

- 20% à la notification du marché de maîtrise d'œuvre, sur présentation du marché signé ;
- 20 % à la notification des marchés de travaux sur présentation des marchés signés ;
- 20% au démarrage des travaux sur le secteur du giratoire de Provence ;
- 20%, 6 mois après le démarrage des travaux sur le secteur du giratoire de Provence ;
- le solde à la réception des travaux, sur présentation du procès-verbal de remise d'ouvrage.

Le Département procédera aux mandatements dans un délai maximum de trente jours suivant l'émission des appels de fonds.

En cas d'abandon de l'opération objet de la présente convention, notamment en raison de la non délivrance et/ou de l'annulation des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation, les parties établiront un état financier des dépenses réellement engagées. La CASA devra après accord entre les parties, restituer les éventuels financements excédentaires versés par le Département.

Il est expressément convenu entre les parties que la CASA sera seule bénéficiaire de toute autre source de co-financement, s'agissant notamment de l'éventuelle participation de la société Carrefour au titre du Projet Urbain partenarial (PUP).



## **ARTICLE 11 : DURÉE**

La présente convention entrera en vigueur après le passage au contrôle de légalité et notification aux membres par la CASA. Les engagements des parties prennent fin à l'issue de la période de parfait achèvement conformément à l'article 44 du CCAG Travaux ou par résiliation dans les conditions fixées à l'article suivant.

## **ARTICLE 12 : RÉSILIATION**

Si l'une des parties déroge à ses obligations telles que prévues par la présente convention, les autres parties se réservent le droit de procéder à la résiliation pour faute de la convention et de demander la remise en l'état initial, aux frais de la partie défaillante.

La résiliation pourra s'effectuer à tout moment à la demande de l'une des parties, après mise en demeure de trois mois, adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 13 : LITIGES**

Tout litige né de la formation, de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable, devant le Tribunal administratif de Nice.

*Cette convention, qui ne donne pas lieu à des frais d'enregistrement, a été établie en trois exemplaires originaux*

Fait à Valbonne, le

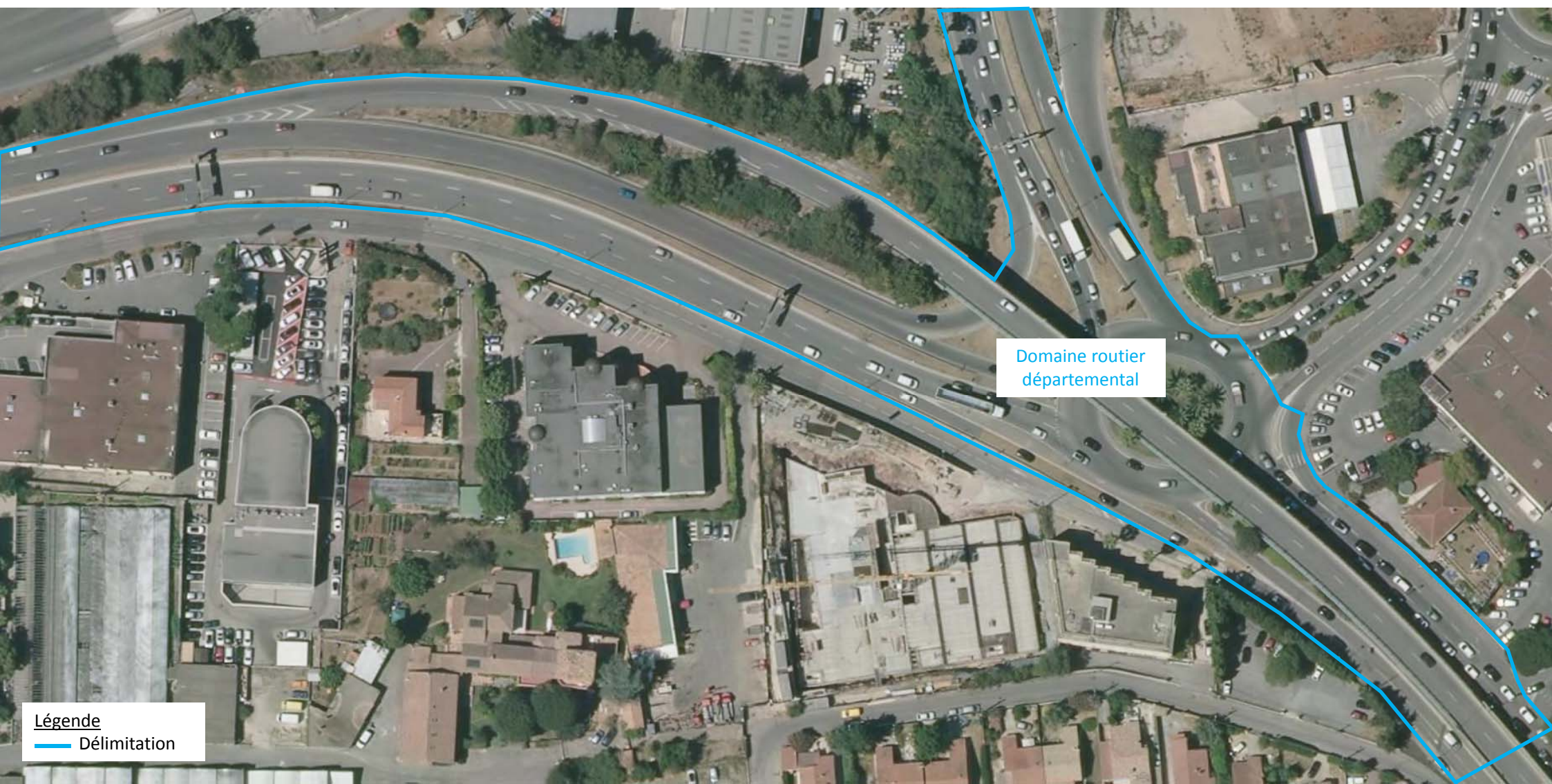
**Pour le Département des Alpes-Maritimes**  
*(nom + titre + cachet)*

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis**  
*(nom + titre + cachet)*

## **LISTE DES ANNEXES**

- Annexe 1 : périmètre de l'opération
- Annexe 2 : plan des aménagements de l'opération

Annexe 1 : Délimitation du domaine routier départemental



Domaine routier  
départemental

Légende  
— Délimitation



**Annexe 2 : Plan des aménagements de l'opération**



**Légende**

— Périmètre de l'opération

**Zone A – Terriers :**

- A1 - Création d'un giratoire au chemin des Terriers,
- A2 - Création d'une liaison directe vers A8 Nice (hors périmètre)

**Zone B – Chemin de St Claude :**

- B1 - Aménagement du chemin de St Claude,
- B2 - Déplacement du giratoire St Claude,
- B3 - Création d'une voie « Antibes Activités » et desserte de la nouvelle station-service Carrefour

**Zone C – Giratoire de Provence :**

- C1 - Aménagement du giratoire Provence,
- C2 - Création d'une liaison directe du chemin de St Claude à la RD35 Valbonne par autopont,
- C3 - Création d'une liaison directe du chemin de St Claude vers A8 Nice (hors périmètre)

**Zone D – Bus-Tram**



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 24/06/2019  
Numéro : CC\_2019\_113  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Transfert temporaire de maitrise d'ouvrage et de mise à disposition du domaine public départemental - Convention  
Matière : 8.7 - Transports  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : P2ZRILc

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 04/07/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190624-CC\_2019\_113-DE

**Acte reçu**

Date : 24/06/2019  
Numéro interne : CC\_2019\_113  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 7  
Objet : Transfert temporaire de maitrise d'ouvrage et de mise à disposition du domaine public départemental - Convention  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190624-CC\_2019\_113-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_AU-006-240600585-20190624-CC\_2019\_113-DE-1-1\_2.PDF

N